



## *Communiqué*

# **Egalité F/H dans la fonction publique : ouverture de nouvelles négociations**

Ce lundi 10 septembre, Olivier Dussopt, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics, a présidé la réunion d'ouverture des négociations concernant l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la Fonction publique.

Le gouvernement souhaite aboutir à un nouvel accord qui fera suite à celui du 8 mars 2013, signé unanimement par les organisations syndicales et les employeurs publics.

Lors de cette 1<sup>ère</sup> réunion, le Secrétaire d'État a indiqué les différents chantiers à aborder lors de cette négociation. Il a précisé être volontaire pour mettre en place des mesures contraignantes. Il a également rappelé l'importance de la mesure intégrée, notamment concernant le projet de modernisation de la Fonction publique et le futur projet de réforme des retraites. Afin d'avoir une traduction législative de cet éventuel accord, le gouvernement souhaite l'introduire dans la loi de modernisation de la Fonction publique présentée aux parlementaires début 2019.

La CGT a rappelé les points incontournables :

- Aucun recul par rapport à l'accord de 2013 ;
- La nécessité d'avoir une véritable démarche intégrée afin d'évaluer les impacts des réformes sur les inégalités. Aujourd'hui, ce n'est pas le cas. Pour exemple, les mesures de la refonte du contrat social, telles qu'elles nous sont imposées, se traduiront, assurément, par une augmentation des inégalités entre les femmes et les hommes ;
- La revalorisation des métiers et filière à prédominance féminine;
- La mise en place de mesures contraignantes pour les employeurs publics ainsi que des moyens indispensables inscrits dans les textes législatifs.

La CGT exige que les annonces soient suivies de faits et d'actes visant à supprimer concrètement les inégalités entre les femmes et les hommes et les employeurs publics doivent être irréfutables en la matière.

**Nous n'accepterons pas un semblant de négociation.  
La CGT veut des actes forts de la part du gouvernement.**

Montreuil, le 10 septembre 2018